

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY-D'ANJOU

NANTES, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS
47/53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : SRNT-2023-466
2023-275_INSP_BUTAGAZ – Arnage_RAP

Code AIOT : 0006300967

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les données de l'inventaire 2021 des accidents et incidents montrent que, si le taux de connaissance des perturbations à l'origine des accidents atteint 90 % dans les établissements SEVESO (70 % toutes ICPE confondues), le taux de connaissance des causes profondes est, quant à lui, de 39 % dans les établissements Seveso (33 % pour toutes les ICPE confondues).

Ces chiffres mettent en évidence un axe de progression dans l'analyse des causes profondes. Pour l'année 2023, il a donc été décidé d'organiser au niveau national une action spécifique portant sur l'accidentologie et l'organisation du SGS (système de gestion de la sécurité) des établissements classés SEVESO seuil-haut.

Les objectifs des visites d'inspection sur ce thème sont d'examiner l'organisation théoriquement prévue et sa mise en œuvre concrète concernant :

- 1. La détection et la remontée des événements
- 2. La détection et la remontée des défaillances et anomalies des MMR
- 3. Les modalités de priorisation, d'analyse de ces différents types d'événements, d'identification des causes, de définition des actions correctives, de vérification de l'efficacité de ces actions
- 4. Les modalités de déclaration des incidents et accidents à l'IIC

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage
- Code AIOT : 0006300967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement exploite un dépôt de gaz pétroliers liquéfiés (GPL) avec un réservoir sous talus, ainsi qu'un stockage sous formes conditionnées, en bouteilles. L'établissement est classé SEVESO seuil-haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des demandes de la précédente inspection ;
- Analyse du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) sous l'aspect de l'accidentologie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la précédente inspection	Autre du 06/07/2022	/	Sans objet
2	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
3	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
4	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
5	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
6	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
7	Dispositif anti-intrusion sur le site	Arrêté Préfectoral du 08/11/2019, article 7.3.1	/	Sans objet
8	Transmission du plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 7.7.9	/	Sans objet
9	Défense contre l'incendie - Test des moyens	Autre du 16/09/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne les suites de l'inspection 2022, il est constaté que l'exploitant a apporté des réponses aux éléments qui étaient mentionnés dans le rapport d'inspection.

Sur l'action nationale relative à l'accidentologie, il est constaté les principaux éléments suivants :

- **1** – L'exploitant a mis en place un SGS permettant la remontée des presque-accidents, des incidents et des accidents. Les procédures mises en place permettent la remontée de ces informations au niveau des services supports, ce qui en permet une analyse concertée et un retour d'expérience pour l'ensemble des sites SEVESO seuil-hauts de BUTAGAZ.
- **2** – L'exploitant a mis en place une procédure de remontée et de gestion des défaillances et des anomalies des mesures de maîtrise des risques. Il a été mis en place un logiciel de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) permettant de tracer et d'analyser les défaillances des MMR.
- **3** – L'exploitant a mis en place les procédures permettant la prise en compte des retours d'expérience au niveau du groupe avec des informations des collaborateurs de

l'établissement et le cas échéant la réalisation d'actions correctives. Ces actions sont tracées dans les logiciels de l'exploitant. L'exploitant procède à des audits internes et externes de son SGS, permettant la définition d'objectifs en vue de l'amélioration de la sécurité de l'établissement.

- **4** – Les modalités d'information de l'inspection ne font pas l'objet d'une procédure spécifique. Le POI (Plan d'Opération Interne) prévoit cependant une information obligatoire de l'inspection ce qui conduirait l'inspection des installations classées à demander un rapport d'accident, ou d'incident au titre du R.512-69 du code de l'environnement.

Les événements notables tel que l'incident du 17 novembre 2022 font l'objet d'une analyse au cas-par-cas et d'une remontée éventuelle à l'inspection. **La mise en place de procédures spécifiques permettant de décrire les modalités de la remontée d'information à l'inspection constitue un axe possible d'amélioration.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la précédente inspection

Référence réglementaire : Autre du 06/07/2022
Thème(s) : Autre, Suites de la précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Rapport de l'inspection du 22 juin 2022
Constats : <p>Constat n°2022-1 – Actualisation du POI : L'exploitant a transmis une actualisation de son plan d'opération interne (Rev n°9 - 21-07-2022). Un point spécifique concernant la mise à jour du POI est réalisé dans la suite du présent rapport.</p> <p>Constat n°2022-2 – Sirène : Le logigramme du schéma d'alerte du plan d'opération interne a été modifié afin d'indiquer les éléments relatifs à la sirène d'alarme. Ce constat est sans suite.</p> <p>Constat n°2022-3 et n°2022-4 – Stratégie d'alerte : L'exploitant a précisé les conditions de la mise en place de la télé-alerte dans la nouvelle version du POI. Ce constat est sans suite.</p> <p>Constat n°2022-7 et 12 : L'exploitant a procédé à la mise en place d'un nouveau plan dans la salle destinée au PCex suite aux remarques formulées lors de la dernière inspection. L'exploitant a par ailleurs transmis, suite à la présente inspection, la dernière version de son plan de sécurité d'intervention en date de septembre 2022 (constat n°2022-12). Ce constat est sans suite.</p> <p>Constat n°2022-8 : S'agissant d'un élément ayant trait à la sécurité, ce point est placé en partie confidentielle. À titre indicatif, l'exploitant a apporté les réponses relatives à ce sujet et il n'est pas proposé de suite.</p> <p>Constat n°2022-10 et 11 – État des matières stockées : Dans le cadre de l'article 50-2 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'inspection relevait que la nature des GPL (butane ou propane) stockés dans les bouteilles n'était pas précisée. Dans son courrier de réponse l'exploitant précise que les caractéristiques des deux gaz sont très proches et les modalités d'intervention sont identiques.</p> <p>L'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 prévoit que les matières dangereuses sont a minima regroupées par familles de mentions de dangers. Le butane et le propane ont des mentions de dangers équivalentes (H220 et H280). Il n'est donc pas proposé de suite.</p> <p>Constat n°2022-14 – Transmission de l'attestation de requalification : L'exploitant a transmis l'attestation de requalification du réservoir suite à la visite décennale réalisée en 2022. Ce constat est sans suite.</p> <p>Constat n°2022-15 : Lors de l'inspection, il avait été demandé d'étudier la possibilité de mettre en place une aire alternative pour le positionnement du véhicule de commandement des pompiers. La question était posée dans le cas d'un incendie au niveau de l'arrivée du portail du site et de la proximité de l'aire actuelle. Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir échangé avec le SDIS dans le cadre du dernier exercice PPI. Le SDIS n'aurait pas fait mention d'un besoin spécifique et aurait indiqué disposer le cas échéant de solutions de replis en cas d'accident important.</p> <p>Constat n°2022-16 : S'agissant de mesures de maîtrises des risques ce point est précisé en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a mis en place un système de gestion de la sécurité concernant tout le site. L'organisation du système est présentée lors du contrôle. Il est également précisé qu'il est actuellement procédé à la mise en place d'une nouvelle base numérique. Outre cette base documentaire numérisée, les outils rattachés au système de gestion de la sécurité sont une GMAO et l'outil SYNERGILIFE qui regroupe différents modules permettant le suivi du site. Le nombre de personnes sur le site est réduit. Les services supports de l'exploitant jouent un rôle prépondérant dans le suivi de l'établissement et du SGS. Ces services sont mutualisés avec d'autres sites classés SEVESO de la société BUTAGAZ. La gestion des accidents, incidents et presque accidents fait l'objet d'une procédure spécifique (SE. PG/HE.01 maj.4 en date du 12 octobre 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<p>Constats : L'organisation de la remontée des accidents, incidents et presque accidents internes au groupe fait l'objet de la procédure SE. PG/HE.01 maj.4 en date du 12 octobre 2021. Les événements notables font l'objet d'une fiche spécifique (Document : SEPGHE01 n06) qui est remontée au niveau des services support (HSE ; maintenance...) du groupe. Lors du contrôle il n'a pas pu être visualisé l'existence ou non d'un fichier de suivi pour l'ensemble du groupe. Les services supports participant à un suivi important du site, la traçabilité des événements qui leur sont remontés serait un axe d'amélioration.</p> <p>La procédure comporte des définitions pour : les accidents majeurs, les accidents, les incidents, les presque accidents... La fiche de remontée des incidents permet une remontée des informations et une première analyse des causes réelles. Cette fiche avait été retransmise à l'inspection lors du dernier événement notable relatif à l'ouverture du bras de chargement, survenu le 17 novembre 2022 sur le site.</p> <p>Une réunion mensuelle est réalisée au niveau des services supports afin de déterminer les actions à entreprendre sur chacun des sites. Les événements survenus sur les sites font l'objet d'une discussion et d'une déclinaison sur les établissements du groupe.</p> <p>Si une action est décidée par les services supports celle-ci fait l'objet d'une fiche au niveau des entités locales et d'un enregistrement dans le logiciel de suivi de l'exploitant. La fiche peut faire l'objet d'une communication au niveau des différents membres du personnel du site. Il peut également s'agir d'une simple amélioration.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant présente la fiche relative au problème de fixation des flexibles survenu sur un compresseur d'un autre site du groupe. Ce presque accident aurait pu avoir des conséquences humaines et une action de vérification et d'information a été engagée pour chacune des entités. L'exploitant présente le document signé par l'ensemble du personnel pour preuve de diffusion.</p> <p>Si des actions sont nécessaires, elles sont renseignées dans le logiciel Synergilife. Le logiciel permet de tracer le suivi des actions engagées. Le dernier incident du site, en date du 17 novembre 2022, a donné lieu à la déclinaison d'un flash maintenance diffusé dans le groupe et présenté le jour de l'inspection (flash maintenance 2022-07).</p> <p>Concernant l'accidentologie externe au groupe, il est indiqué qu'en cas d'accident ou d'incident connu, une communication selon les mêmes modalités que détaillées précédemment pourrait être envisagée.</p> <p>Suite à la présente inspection, il est constaté que l'exploitant a mis en place une procédure permettant la détection et la remontée d'information. Les événements identifiés sur le site, en interne groupe font l'objet d'une analyse et conduisent à la mise en place d'actions spécifiques sur les différents établissements du groupe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
Constats : La gestion des anomalies fait l'objet d'une procédure spécifique dans le cadre du SGS (MI-PG-EM-01 - maj. 02 (07 avril 2020). Pour le suivi des mesures de maîtrise des risques sur le site l'exploitant dispose d'une GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur), mise en place en 2017.
<p>L'outil ne porte pas uniquement sur les mesures de maîtrise des risques, mais également sur l'ensemble des barrières et dispositifs techniques de sécurité de l'établissement, le suivi des maintenances, la réalisation des tests des équipements... Dans le cadre d'une anomalie affectant une mesure de maîtrise des risques, celle-ci est renseignée dans la GMAO avec une analyse des causes. Le cas échéant, les modes de marche équivalents sont identifiés, notamment par rapport aux éléments de l'étude de dangers.</p> <p>En l'absence de modes de marche équivalents, l'installation est arrêtée avec mise en sécurité de l'installation si la fonction de sécurité ne peut être remplie. L'outil de GMAO permet de tracer la période d'indisponibilité, ainsi que les actions entreprises pour remettre en service la mesure de maîtrise des risques. Une traçabilité des actions sur chacun des équipements du site (fiche de vie), est possible. La consultation de l'ensemble des défaillances des MMR a été présentée en inspection depuis la mise en place du dispositif.</p> <p>Une remontée est réalisée au niveau des services supports. Ceci permet ainsi l'identification d'anomalies qui seraient récurrentes à l'échelle de l'ensemble des sites et la mise en place d'éventuelles actions. Ce dernier point est prévu dans la procédure précédemment mentionnée.</p> <p>Deux exemples concernant des mesures de maîtrise des risques sont repris en annexe confidentielle.</p>
Suite à la présente inspection, il est constaté que l'exploitant dispose d'une procédure relative à la gestion des défaillances des MMR. Les anomalies des MMR sont enregistrées et les actions correctives font l'objet d'un suivi. Une procédure de démarche équivalente est prévue, conformément à l'alinéa 3 de l'article précité. Ce point ne fait pas l'objet d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente les modalités d'audit de son système de gestion de la sécurité (procédure SE. IN /EH.01 Maj. 2 de septembre 2022). Il est réalisé un audit annuel sur chacun des sites : soit par un membre du service support ; soit par un membre d'un cabinet extérieur ; soit par un auditeur compétent dans ce domaine.</p> <p>Cet audit a pour objet de vérifier la conformité par rapport aux sept chapitres du SGS (annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014) et de son application. La trame de contrôle des différents sites fait l'objet d'une procédure interne. L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, les tableaux relatifs à ces audits.</p> <p>Un rapport d'audit est réalisé et est transmis au service support. Un plan d'action, avec objectifs, est réalisé à l'échelle du groupe avec d'éventuelles spécificités pour certains sites. Ces actions sont renseignées dans une application dédiée. Le bilan de l'audit permet un suivi des indicateurs d'une année à l'autre.</p> <p>Pour le site d'Arnage, les derniers audits ont été réalisés les 14 et 15 juin 2022 et les 25 et 26 mai 2023. L'exploitant présente le dernier audit du site, ainsi que la déclinaison qui en découle au niveau du logiciel interne. Ce logiciel permet d'assurer la traçabilité des objectifs (indicateurs) fixés (nombre d'exercices incendie ; nombre d'exercices sûreté...).</p> <p>En cas de non-respect des objectifs, l'exploitant indique qu'il est réalisé une analyse spécifique, notamment par l'auditeur. Le respect des objectifs assignés est réalisé dans le cadre de l'audit.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant a mis en place des procédures permettant l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. Ce point ne fait pas l'objet d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de procédure spécifique pour la remontée d'information dans le cadre de l'article R.512-69 du code de l'environnement. Cet article n'exige pas la mise en place de ce type de procédure. Il prévoit uniquement la remontée des incidents, ou des accidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>La dernière remontée d'information réalisée auprès de l'administration concerne l'incident sur l'ouverture du clapet du bras de chargement, survenu le 17 novembre 2022. Dans le cas présent, l'incident a été causé par une usure de la gaine d'un câble qui a occasionné une tension au niveau du dispositif maintenant les deux clapets du bras de chargement ensemble. Cela a conduit à la rupture de la goupille qui les maintenait fermés et à la mise en sécurité du dépôt. Ce dispositif de sécurité est censé se mettre en place uniquement en cas d'arrachement du bras.</p> <p>L'exploitant a par la suite engagé des actions spécifiques pour éviter tout nouvel incident de ce type. Lors du parcours des installations, il a pu être constaté le remplacement de ces câbles, ainsi que des gaines associées. L'action engagée par l'exploitant ne fait pas l'objet d'observation. L'évènement est recensé sous la référence 59919 sur la base ARIA.</p> <p>Cet incident n'a pas eu de conséquence, à l'extérieur du site et sur les intérêts de l'article L.511-1 du code de l'environnement, mais a tout de même fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées.</p> <p>Remontée d'informations :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant fait part de la difficulté à définir des critères stricts concernant la remontée d'un incident et ou d'un accident à l'administration. Dans le cas détaillé ci-dessus l'exploitant après concertation interne a décidé de la remontée de l'évènement à l'administration. Celui-ci indique qu'il en serait de même en cas de déclenchement du POI.</p> <p>La procédure SE. PG/HE.01 reprend une définition de l'accident majeure basée sur celle de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 qui correspond à la reprise en droit français de l'article 3 de la directive 2012/18/UE. L'annexe VI de la directive reprend les critères de notification à la commission. Ce sont ces critères qui sont repris pour la base ARIA, par le BARPI pour la catégorisation des événements.</p> <p>À titre d'observation, l'exploitant pourrait compléter les procédures de son système de gestion de la sécurité en précisant les modalités de remontée de l'information à l'administration mises en place au sein du groupe dans le cadre du R.512-69 du code de l'environnement (rapport, formulaire CERFA...), ainsi que les modalités de décision. Les critères de l'annexe VI de la directive 2012/18/UE du 04 juillet 2012 peuvent éventuellement être intégrés à cette procédure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositif anti-intrusion sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2019, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription est reprise en annexe confidentielle.
Constats : Ce point est précisé en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Transmission du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2007, article 7.7.9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le P.O.I. est remis à jour tous les ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion. [...]
Constats : L'article 7.7.9 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 prévoit une mise à jour tous les ans du plan d'opération interne ou à chaque modification notable. L'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 prévoit que les mises à jour des plans d'opération internes, postérieures au 1 ^{er} janvier 2023 intègrent les dispositions du point f) de l'annexe V concernant les premiers prélèvements environnementaux. Le délai de l'article 7.7.9 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 implique l'intégration des premiers prélèvements environnementaux lors de la mise à jour de l'année 2023. A contrario, l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 prévoit que le plan d'opération interne est testé à intervalles de trois ans et mis à jour si nécessaire. Ceci implique que l'exploitant doit intégrer les premiers moyens de prélèvements environnementaux avant le 1er janvier 2026. En l'état il s'agit de la fréquence de la prescription la plus contraignante qui s'applique à savoir celle de l'article 7.7.9 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007. Concernant les premiers moyens de prélèvements environnementaux, l'exploitant est dans l'attente du guide professionnel de France Chimie pour l'élaboration de son contrat cadre. La dernière mise à jour du plan d'opération interne date du 26 juillet 2022. Suite à la demande de l'exploitant, la remise du plan d'opération interne pour l'année 2023 est possible jusqu'au 31 décembre 2023.
Observations : L'exploitant indique également souhaiter modifier la fréquence de mise à jour du POI afin que celle-ci soit calée sur la fréquence triennale mentionnée dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Il est rappelé que la modification de ce type de disposition est possible dans le cadre de l'article R.181-45 du code de l'environnement. Il appartient cependant à l'exploitant d'introduire une demande argumentée en ce sens et du délai cité précédemment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Défense contre l'incendie – Test des moyens

Référence réglementaire : Autre du 16/09/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Modification de la défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les éléments du porter à connaissance sont repris en annexe confidentielle.
Constats : L'exploitant a transmis un porter à connaissance le 16 septembre 2022 concernant la modification de la défense contre l'incendie de l'établissement dans sa version n°2. S'agissant de la défense contre l'incendie de l'établissement, les prescriptions et les constats correspondant sont repris en annexe confidentielle. Les essais réalisés ont été conclusifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet